

## **Message de Monsieur Edgar Schiesser, Directeur Gastrovaud**

Mes propos complètent ceux du Président cantonal, notamment s'agissant des possibilités de maintien dans notre canton de l'exigence d'une formation professionnelle préalable pour les futurs exploitants d'un établissement hôtelier ou de restauration.

Tout d'abord, je pense qu'il est utile de bien préciser les raisons de notre acharnement pour le maintien de cette exigence d'une formation professionnelle préalable.

Qu'est ce qui nous pousse à dépenser une telle énergie depuis maintenant une année et demie ?

Certains – nous l'avions d'ailleurs déjà constaté en 2002 lors des débats en marge de l'adoption de la nouvelle loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB) – certains ont très certainement vite conclu que cet entêtement visait avant tout à maintenir les ressources que notre association tire des finances d'inscription aux cours de cafetier. Que n'a-t-on pas entendu ?

Une vache à lait ou une poule aux œufs d'or pour Gastrovaud !

Il n'est pas dans nos intentions de sous-estimer l'importance que cet apport représente dans les comptes de notre Centre professionnel de Pully.

Prenez surtout note :

- que cette part est inférieure à 25 % de nos produits;
- que, outre les cours interentreprises des apprentis et les cours de cafetier, qui sont la raison principale de la construction en 1975 et de l'extension en 1991 de notre Centre professionnel de Pully, nous avons ces dernières années intensifié l'organisation de très nombreux cours de formation professionnelle de toute sorte dans le cadre de la branche de la restauration et de l'hôtellerie, cela avec un succès certain grâce à une très fructueuse collaboration avec les bureaux romands de la formation professionnelle de Gastosuisse et d'Hôtel & Gastro formation;
- que la situation presque idyllique de notre Maison des cafetiers à Pully nous a permis au surplus de développer de manière intensive la location de salles.
- que nous saurons faire preuve d'imagination pour maintenir la santé financière de Gastrovaud, en cas de réduction ou de suppression pure et simple du cours de cafetier.

Si nous nous battons becs et ongles pour le maintien de l'exigence d'une formation professionnelle minimale pour les futurs exploitants des établissements de notre canton, c'est que nous estimons qu'un "*développement de qualité de l'hôtellerie et de la restauration passe sans aucun doute par la promotion de la formation professionnelle*". C'est l'un des buts explicitement prévu dans les lois des cantons du Tessin, de Fribourg, du Valais du Jura et de Vaud.

Notre Président a déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de préciser, notamment il y a une année à Yverdon, ainsi que dans la presse, ce qui nous motive pour lutter pour le maintien de cette exigence de formation professionnelle. Je n'y reviens pas.

A la lumière du tout récent avis de droit de Me Luc Recordon, nous allons examiner ces deux prochains mois les différentes pistes praticables pour se sortir de l'embrouillamini créé par l'Arrêt d'un Juge et de deux assesseurs du Tribunal administratif vaudois.

Ces trois personnes ont estimé que l'exigence de connaissances dans le domaine du marketing et de la gestion, de la comptabilité et la connaissance des boissons ne correspondait pas à un intérêt public pertinent justifiant une atteinte à la garantie constitutionnelle de la liberté économique.

L'article 31 alinéa 1 de la Constitution fédérale en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999 permettait aux cantons de subordonner, par voie législative, à des connaissances professionnelles et des qualités personnelles l'exploitation des cafés et restaurants.

Cette disposition n'ayant pas été reprise dans la nouvelle Constitution fédérale, l'exploitation d'un établissement hôtelier ou de restauration est, au point de vue des ces connaissances et capacités, soumise au régime commun de toutes les professions depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

L'avis de droit précise bien qu' *"Il en découle que l'exigence de formation professionnelle que peut prescrire un canton est limitée à la sauvegarde d'un intérêt public pertinent."*

Dans une première étape, et bien évidemment en collaboration avec toutes nos associations sœurs des cantons latins, nous allons préparer une proposition commune d'exigences de formation professionnelle des futurs exploitants, solution qui devra respecter l'exigence constitutionnelle.

Cette proposition sera soumise dans les meilleurs délais aux Polices des commerces de nos cantons respectifs, cela de manière à ce que l'étendue de l'examen professionnel futur puisse être revue dès cet automne ou au plus tard pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Nous nous acheminons vers une formation des futurs exploitants à deux volets :

D'une part, un volet de branches obligatoires pour lesquelles le futur exploitant devra prouver lors d'un examen qu'il a acquis des connaissances professionnelles suffisantes pour diriger avec toutes les garanties nécessaires son établissement.

Elles pourraient être regroupées en trois modules, notamment le droit des établissements et la prévention des toxicomanies, les prescriptions d'hygiène et de sécurité et enfin les connaissances minimales absolument nécessaires du droit du travail et des assurances sociales.

Dans notre canton, nous profiterons de cette modification rendue nécessaire par l'Arrêt du Tribunal administratif pour proposer de rendre obligatoire la participation au cours préparatoire telle qu'elle existe déjà dans la plupart des cantons voisins.

L'avis de droit de Me Recordon suggère également une piste supplémentaire que nous ne manquerons pas d'examiner attentivement.

Pour certaines des branches restées obligatoires, la participation périodique à des cours de formation continue pourrait être imposée.

Piste à suivre éventuellement dans le domaine du droit du travail et de la CCNT. Les syndicats, les médias et l'opinion publique en général ne manquent pas de reprocher aux entreprises de la branche des manquements dans le respect des obligations sociales.

Pour les autres branches actuellement exigées à l'examen de cafetier, nous nous acheminons vers une offre de cours facultatifs attractifs tout à fait à même d'attirer l'attention des futurs exploitants, notamment dans les domaines de la comptabilité, du marketing, du service et de la cuisine pratique.

En conclusion, je rappelle encore quelques éléments, qui finiront de vous convaincre de la nécessité absolue du maintien de l'exigence d'une formation professionnelle minimale obligatoire :

- 12 % du découvert des faillites clôturées dans le Canton de Vaud en 2005 provenait d'exploitations de la branche de l'hôtellerie et de la restauration, ce qui représente un découvert global de quelque 45 millions de francs.
- Une bonne partie de ce découvert concerne les assurances sociales et la TVA, cela ne fait aucun doute.
- Ce triste tableau ne tient pas compte du drame que vivent de nombreuses personnes qui laissent en plus tout ou partie de leur fortune et de leur caisse de retraite trop facilement retirée pour se mettre à leur compte.

La restauration – véritable miroir aux alouettes – est réputée pour attirer plus d'une personne en mal de reconversion professionnelle.

Nous comptons sur l'aide de tous les milieux politiques de ce canton pour maintenir une formation professionnelle minimale des futurs exploitants la plus complète possible, seule garante pour un développement de qualité de notre branche économique.